

Cette note<sup>[1]</sup> est une réponse rapide aux [commentaires de Jacques Sapir](#)<sup>[2]</sup> à [un texte](#)<sup>[3]</sup> récemment mis en ligne sur le site *Contretemps*.

**1.** Le titre de la réponse de Jacques Sapir fausse d'entrée les termes de ce débat, qui n'oppose pas des « *protectionnistes* » d'un côté et des « *anti-protectionnistes* » (donc « *libre-échangistes* ») de l'autre. La vraie question est de savoir ce que l'on protège et de quoi, et je propose l'idée d'un « *protectionnisme d'extension* »<sup>[4]</sup>, différent du protectionnisme fiscal qui préconise des taxes aux importations.

**2.** La priorité donnée à des mesures de protectionnisme fiscal dans la définition d'un projet de transformation sociale ne se justifie que si l'on attribue au libre-échange une responsabilité essentielle dans la montée du chômage et la compression salariale. Jacques Sapir soutient qu'aucun des partisans du protectionnisme n'ont prétendu que « *la concurrence internationale était la cause de tous nos maux* ». Dont acte.

**3.** Il faut cesser de tourner autour du pot : le protectionnisme fiscal (et/ou la sortie de l'euro) vise à rétablir la compétitivité du capitalisme français vis-à-vis de ses concurrents : autrement dit à gagner des parts de marché contre eux. Frédéric Lordon a beau parler d'un « *protectionnisme raisonné et négocié* »<sup>[5]</sup>, et Bernard Cassen d'un « *protectionnisme altruiste* »<sup>[6]</sup>, aucun des tenants de ce protectionnisme-là ne dit jamais ce que deviendrait l'insertion de la France dans la division internationale du travail. Qu'advierait-il par exemple des exportations françaises ? La France continuerait-elle de vendre ses produits de luxe aux riches émergents, des armes et des centrales nucléaires aux pays dont elle taxerait les importations au nom de normes sociales et environnementales ? Devrait-elle renoncer à sa place de deuxième exportateur mondial de capitaux ? Ou cesser d'imposer des traités bilatéraux aux pays du Sud ? Ses grands groupes s'abstiendraient-ils de délocaliser à travers le monde ? Il me semble que le fait de ne considérer que les importations en oubliant tout le reste est un critère utile pour distinguer les différentes conceptions du protectionnisme.

**4.** Jacques Sapir insiste sur les disparités par pays et par secteurs et me reproche de raisonner globalement. Il aurait été mieux inspiré en donnant la liste des pays (et/ou des secteurs) concernés par le protectionnisme fiscal qu'il préconise : la Chine ? les PECO ? les États-Unis ou l'Allemagne (où les salaires sont en retard sur la productivité) ? Il ne dit pas non plus quelles entreprises françaises produiront, par exemple, les ordinateurs que nous achetons et postule donc une malléabilité à court terme des appareils productifs.

**5.** Dans son livre, Jacques Sapir définit la « *démondialisation* » en trois points :

- « *L'instauration, aux frontières de l'Union européenne, de taxes importantes et, en son sein, de montants compensatoires sociaux et écologiques* » ;

- le passage à une logique de la monnaie commune avec l'institution, durant la phase intermédiaire, d'un « *mécanisme de financement direct d'une part des déficits publics, par des avances au Trésor des différents pays* » ;

- une « *politique industrielle et d'infrastructures (énergie, transport, communication) dans les pays de la zone euro* ».

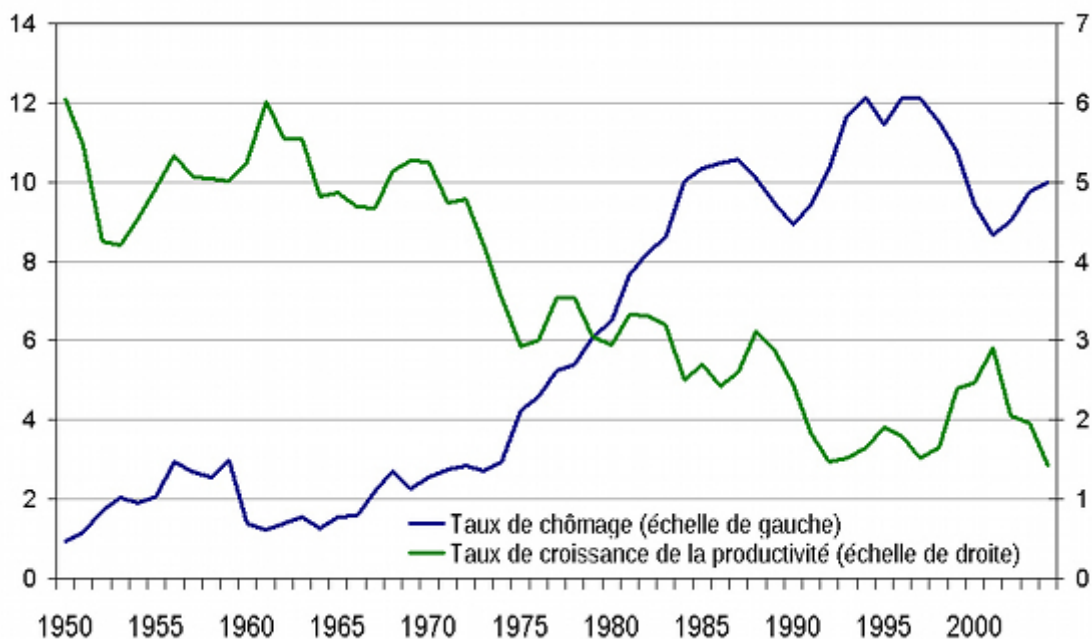
C'est donc apparemment un projet pour l'Europe : le protectionnisme fiscal et la politique industrielle sont définis au niveau européen ainsi que, par essence, la monnaie

commune. Malheureusement cette dimension européenne s'auto-détruit. Jacques Sapir envisage en effet le cas où il serait « impossible de convaincre dans l'immédiat certains de nos partenaires à s'unir à nous pour mettre en place des mesures de protection » ; il faudrait alors le « faire unilatéralement ». Mais alors le projet de monnaie commune s'évapore, de même que la politique industrielle « dans les pays de la zone euro », les taxes « aux frontières de l'Europe » ou les montants compensatoires « en son sein ». Ne reste plus que des « taxes importantes » aux frontières de la France.

6. L'entonnoir débouche assez naturellement sur la sortie de l'euro, pour laquelle Jacques Sapir a élaboré une feuille de route détaillée[7] qui prévoit des « dévaluations régulières (tous les ans ou tous les 18 mois) », et compte sur un effet de surprise (éventé d'entrée par la publication préalable de son texte !). La « souveraineté nationale » ainsi retrouvée se trouvera rapidement exposée aux déchaînements spéculatifs contre une monnaie dont on annonce à l'avance la fragilité. Ce retour présumé à la nation manque du grand souffle universaliste de nos glorieux ancêtres : elle se réduit de manière assez misérable à la possibilité d'une dévaluation compétitive.

7. Jacques Sapir me reproche de commettre une « erreur quasiment aussi vieille que la science économique selon laquelle ce sont les gains de productivité qui seraient la cause du chômage ». Pas de chance : c'est une thèse contre laquelle j'argumente depuis longtemps. Dans un livre[8] rédigé en 2001 pour Attac (avec Thomas Coutrot), nous écrivions ceci : « On n'insistera jamais assez sur ce constat. La montée du chômage ne peut être expliquée par l'accélération de la productivité du travail... puisque celle-ci ralentit ! ». Dans *Un pur capitalisme*[9], paru en 2008, j'ai repris et actualisé cette analyse, avec les mêmes arguments, assortis du graphique 1 ci-dessous : « Il n'existe pas de lien direct entre productivité et chômage, et on peut le vérifier plus précisément sur l'évolution des cinquante dernières années. »

Graphique 1. Chômage et productivité



Source : Insee

Pour m'imputer une telle bévue, Jacques Sapir joue sur les mots. Alors que j'écrivais « *le recul de l'emploi industriel s'explique principalement par une progression de la productivité dans l'industrie plus rapide que dans le reste de l'économie* », il me fait dire que « *ce sont les gains de productivité qui seraient la cause du chômage* ». N'importe qui comprendra que ces deux propositions n'ont rien à voir.

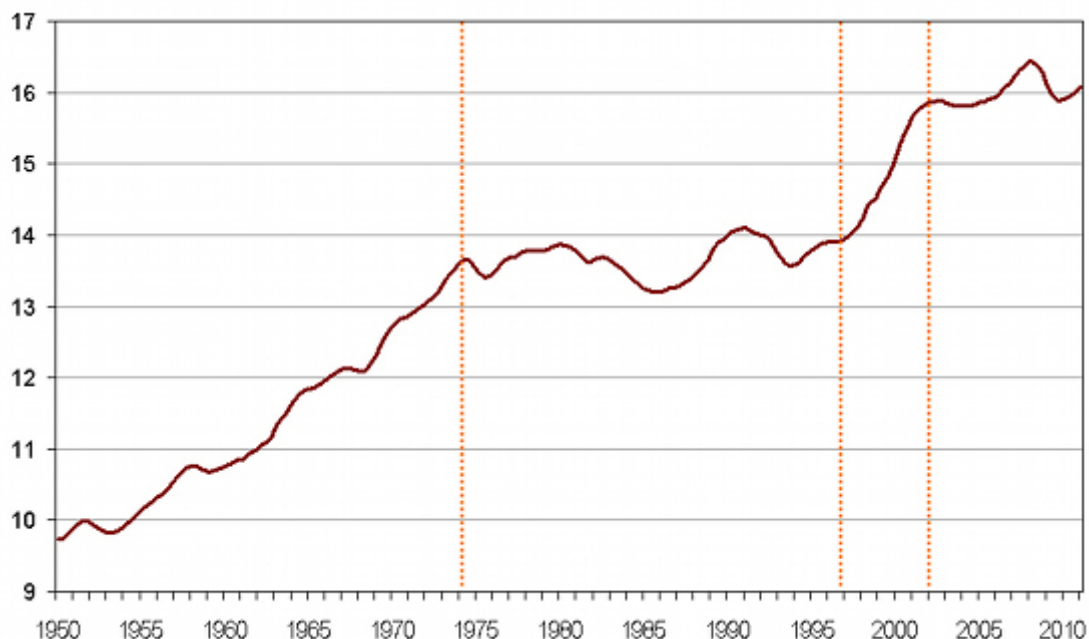
L'exercice consistant à simuler une économie française qui aurait conservé sur une certaine période le même taux d'importations industrielles est relativement simple. Il a été mené avec une grande minutie<sup>[10]</sup> et montre que, sur la période 2000-2007, les gains de productivité expliquent 65 % des pertes d'emplois industriels.

Au lieu de me faire la leçon à propos de choses que je n'ai pas dites, Jacques Sapir devrait citer les références des « *études faites avec d'autres collègues* » qui concluent à un « *impact de la concurrence internationale entre 50 % et 66 % du chômage* ». Or, son ouvrage (p. 106) cite ces résultats mais ne donne aucune référence, ce qui rend impossible tout débat à vocation scientifique.

**8.** À l'argument selon lequel les créations d'emplois liées aux 35 heures ne se sont accompagnées d'aucune mesure « *démondialisatrice* », Jacques Sapir répond que « *ce pic de création d'emploi correspond à l'effet décalé des 35h (gouvernement Jospin) ainsi que des politiques d'aides à l'emploi* ». Bizarre hommage aux allègements de cotisations rebaptisées « *aides à l'emploi* », mais l'essentiel n'est pas là. Il faut surtout discuter l'argument selon lequel « *une hirondelle ne fait pas le printemps et des mesures ayant un effet strictement temporaire ne peuvent servir à venir contester une tendance à l'œuvre depuis au moins trente ans* ».

L'histoire de l'emploi en France est remarquablement typée (graphique 2). Jusqu'à la récession de 1974-75, l'emploi dans le secteur marchand augmente régulièrement. Il passe, en chiffres arrondis, de 10 à 13,5 millions. Puis il se met à stagner durablement pendant 20 ans. Les reprises sont effacées par les récessions et, en 1997, on en arrive péniblement à 14 millions. Durant la période des 35 heures, l'emploi se met à augmenter à nouveau et passe de 14 à un peu moins de 16 millions. Près de 2 millions d'emplois ont donc été créés en 5 ans, contre ½ million durant les 20 années précédentes. À partir de 2002, le rythme des créations d'emploi se ralentit à nouveau, et la crise les annule à peu près toutes.

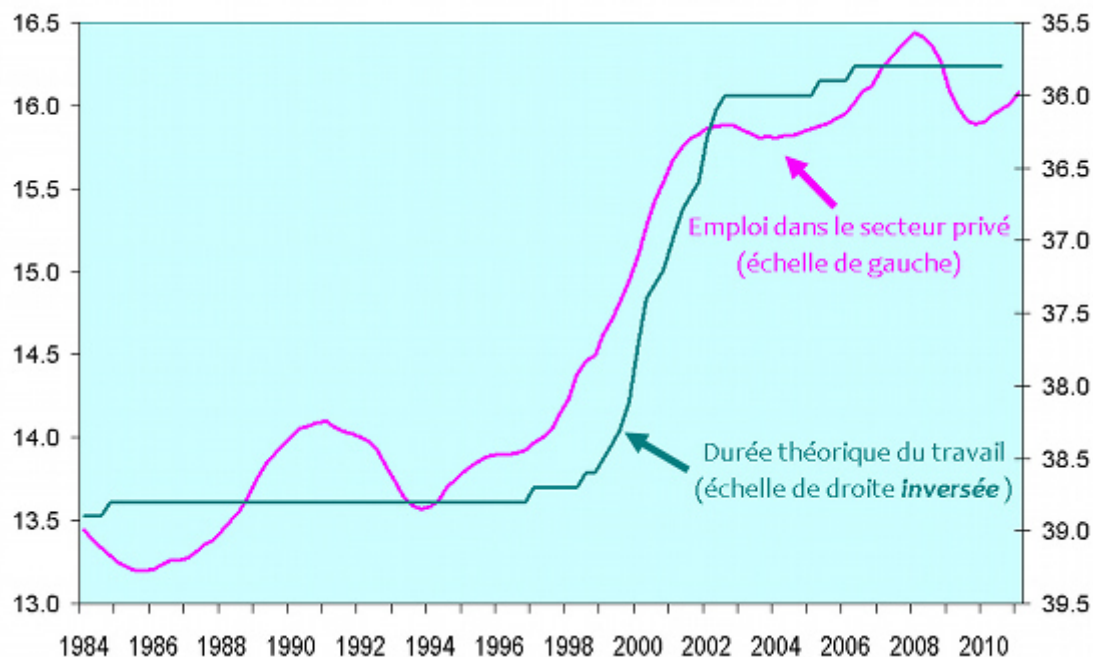
Graphique 2. L'emploi dans le secteur marchand. 1950-2010



En millions. Source : Insee.

La marche d'escalier franchie entre 1997 et 2002 coïncide avec la réduction du temps de travail mesurée ici (en échelle inversée) par la « *durée théorique* » établie par l'Insee (graphique 3) : l'emploi stagne à moyen terme quand la durée du travail cesse de baisser. Sans entrer dans une analyse plus approfondie de causalité, le point important est que les emplois créés durant la période des 35 heures n'ont pas été détruits ensuite. Cela veut dire aussi que les créations d'emplois ne dépendent pas uniquement des rapports avec le marché mondial mais aussi, toutes choses égales par ailleurs, de l'évolution de la durée du travail.

Graphique 3. Emploi et durée du travail. 1978-2010



Source : Insee.

9. Toute expérience de transformation sociale aura besoin d'être protégée contre les mécanismes du capitalisme et contre les mesures de rétorsion. Mais les outils qui devront être mobilisés ne doivent pas être confondus avec les fins. Des taxes à l'importation (ou la sortie de l'euro) ne peuvent en soi permettre d'avancer vers la réalisation d'objectifs comme l'éradication du chômage et des inégalités. Tout focaliser sur telle ou telle mesure introduit un biais dangereux dans l'élaboration d'un tel projet.

[1] Note [hussonet](#) n° 40, septembre 2011.

[2] Jacques Sapir, « [Le protectionnisme et Michel Husson : commentaires sur quelques erreurs de l'anti-protectionnisme](#) », *Contretemps*, 2 septembre 2011.

[3] Michel Husson, « [Protectionnisme et altermondialisme](#) », *Contretemps*, 25 août 2011.

[4] Michel Husson, « [Euro : en sortir ou pas ?](#) », *Contretemps*, 19 août 2011 ; *Inprecor* n° 575/576, 2011 ; version [PDF](#).

[5] Frédéric Lordon, « [La démondialisation et ses ennemis](#) », *Le Monde diplomatique*, août 2011.

[6] Bernard Cassen, « [Un protectionnisme altruiste](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2000. Ce texte a été rediffusé par l'auteur sur diverses listes : il n'est donc pas obsolète, contrairement à ce que suggère Jacques Sapir.

[8] Attac (Thomas Coutrot et Michel Husson), [Avenue du plein emploi](#), Mille et une nuits, 2001.

[9] Michel Husson, [Un pur capitalisme](#), Page Deux, 2008.

[10] Lilas Demmou, « [Le recul de l'emploi industriel en France entre 1980 et 2007](#) », *Économie et Statistique* n° 438-440, juin 2011.

*Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.*